

LE POINT DE VUE DE ALAIN BAUER

Assez d'images, plus de justice !

Voici un livre qu'on aurait dû lire il y a cinq ans. Et qui n'aurait sans doute pu voir le jour à l'époque. Pendant longtemps, trop sans doute, le débat sur la sécurité, la police, le crime même, a été confisqué et réduit à des postures. Incantations, imprécations, lamentations servaient à faire croire à l'existence d'un débat public sur la sécurité, alors même qu'on faisait tout pour éviter de reconnaître le problème. La France dispose de thérapeutes politiques exceptionnels. Spécialistes de l'homéopathie, de la chimie ou de la chirurgie se disputent depuis plus de trente ans un malade qu'on se refuse à ausculter et sans produire le diagnostic partagé qui pourrait permettre de choisir librement le traitement retenu.

Les recelers des peurs collectives et les négateurs de la réalité ont peuplé l'épisode électoral de la précédente élection présidentielle. Pourtant, il existait dans tous les camps des élus capables de comprendre la complexité et la difficulté des problèmes, et surtout de prendre en considération la demande des victimes, notamment d'une violence qui croît depuis plus

de dix ans. Pierre Joxe, Julien Dray, Jean Pierre Chevènement, Manuel Valls comme Delphine Batho ont su avec courage en donner la dimension face à une gauche aveugle. Charles Pasqua, Jean Louis Debré et surtout Nicolas Sarkozy ont as-

La sûreté, un service public comme un autre.

sumé pour la droite républicaine l'obligation de réagir face aux atterrissements.

On pourra reprocher les excès de prudence des uns et les excès de médiatisation des autres. Mais au moins auront-ils su ne pas éviter la difficulté. Pas plus que les médecins ne sont responsables de la grippe, les policiers ne sont producteurs de la criminalité. Ils sont comptables de la prévention (vaccination), de l'accueil et du traitement, et une chaîne pénale revisitée doit assumer la capacité à établir une politique équilibrée entre prévention dissuasive et sanction. Mais le ministre de l'Intérieur, comme le directeur de l'hôpital, est responsable de l'efficacité et de la productivité

des services. On ne saurait les juger avec des outils statistiques fiables qu'à l'aune de ce dispositif. Ce qui devra être fait pour le candidat-ministre comme pour ses prédécesseurs et successeurs, souvent confrontés aux mêmes difficultés.

Car le crime ne suit pas les rythmes de la politique et-ou des alternances. Il connaît son propre développement, selon un modèle économique stable, tout droit tiré d'un manuel d'économie libérale appliquée dans son extrême. La main invisible est sûrement criminelle, et son poids dans l'économie, entre optimisation fiscale (le joli mot pour fraude), racket, corruption, rétrocommissions et terrorisme dépasse très largement celui d'industries ou de services autrement analysés, au quotidien.

Le livre de l'institut Presaje, coordonné par Nicolas Arpagian, a su dépasser les divages techniques, technocratiques, politiques. Il n'oublie ni les logiques de territoires, ni les problématiques des autres insécurités, qui peuplent la demande publique et expliquent les incertitudes politiques de l'heure. L'insécurité singulière de 2002 est devenue plurielle. Et chacun a pu, dans

ce document, donner un aperçu, une introduction, parfois une conviction qui alimente le débat public. Ou qui devrait l'alimenter.

Si les « experts » réels ou supposés ont été renvoyés dans leurs amphithéâtres, comme les journalistes ont été remplacés par des panels citoyens à la télévision, par la logique d'un système où l'image et sa mise en scène ont remplacé le contenu, nul ne saurait se contenter d'une démocratie esthétique basée sur des images et des postures dont on pourrait supprimer le son. Un charisme de la gestuelle qui se priverait de sens. Ce livre, et on l'espère son impact, devrait permettre de fournir une alternative à celles et ceux qui estiment qu'on doit penser avant de voter. Voilà un ouvrage civiquement nécessaire qu'il faudra avoir lu pour mieux appréhender la question, nourrir la critique légitime, décider des politiques publiques pour ce service public comme un autre qu'est la sûreté.

ALAIN BAUER est criminologue, président du Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et auteur de « Géographie criminelle de la France ».